

Cote du document: EB 2021/LOT/P.7
Date: 1^{er} décembre 2021
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Mémoire du Président

**Proposition de financement additionnel
en faveur de la**

République d'Angola pour le

**Projet de renforcement de la résilience
des petits agriculteurs**

Numéro du projet: 2000002071

Note à l'intention des représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Sara Mbago-Bhunu
Directrice régionale
Division Afrique orientale et australe
téléphone: +39 06 5459 2838
courriel: s.mbago-bhunu@ifad.org

Robson Mutandi
Directeur de pôle
téléphone: +27 609 723 846
courriel: r.mutandi@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre Mc Grenra
Cheffe
Gouvernance institutionnelle
et relations avec les États
membres
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb@ifad.org

Pour: **Approbation**

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Résumé du financement	iii
Recommandation pour approbation	1
I. Contexte et description du projet	1
A. Contexte	1
B. Description du projet initial	1
II. Justification du financement additionnel	1
A. Raison d'être	1
B. Description de la zone géographique et des groupes cibles	3
C. Composantes, résultats et activités	3
D. Coût, avantages et financement	4
III. Gestion des risques	7
A. Risques et mesures d'atténuation	7
B. Catégorie environnementale et sociale	8
C. Classement au regard des risques climatiques	8
IV. Exécution	8
A. Respect des politiques du FIDA	8
B. Cadre organisationnel	9
C. Suivi-évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et communication stratégique	10
D. Modifications qu'il est proposé d'apporter à l'accord de financement	10
V. Instruments et pouvoirs juridiques	11
VI. Recommandation	11

Appendices

- I. Updated logical framework incorporating the additional financing
- II. Updated summary of the economic and financial analysis

Équipe d'exécution du projet

Directrice régionale:	Sara Mbago-Bhunu
Directeur de pays:	Robson Mutandi
Responsable technique:	Rikke Olivera
Responsable des finances:	Carlo Spinello
Spécialiste climat et environnement:	Paxina Chileshe
Juriste:	Felister Munyua

Sigles et acronymes

AfD	Agence française de développement
BADEA	Banque arabe pour le développement économique en Afrique
FIDA11	Onzième reconstitution des ressources du FIDA
IDA	Institut de développement agricole

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur:	République d'Angola
Organisme d'exécution:	Ministère de l'agriculture et de la pêche
Coût total du projet:	150 millions d'USD
Montant du prêt initial du FIDA:	26,2 millions d'EUR (équivalant à 29,7 millions d'USD)
Conditions du financement initial du FIDA:	Conditions ordinaires, avec un délai de remboursement de 23 ans, un différé d'amortissement de 7 ans et une marge fixe
Montant du prêt additionnel du FIDA:	21,745 millions d'USD
Conditions du financement additionnel du FIDA:	Conditions ordinaires, avec un délai de remboursement de 23 ans, un différé d'amortissement de 7 ans et une marge fixe
Cofinanceurs:	Agence française de développement (Afd) Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA)
Montant du cofinancement:	Afd: 42 millions d'USD BADEA: 40 millions d'USD
Conditions du cofinancement:	Afd: ordinaires BADEA: ordinaires
Contribution de l'Emprunteur:	10 millions d'USD
Contribution des bénéficiaires:	6,5 millions d'USD
Montant du financement climatique initial accordé par le FIDA:	14,8 millions d'USD
Montant du financement climatique additionnel accordé par le FIDA:	6,7 millions d'USD

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement additionnel telle qu'elle figure au paragraphe 51.

I. Contexte et description du projet

A. Contexte

1. Le Projet de renforcement de la résilience des petits agriculteurs en République d'Angola a été approuvé par le Conseil d'administration le 12 septembre 2019 avec un déficit de financement de 21,75 millions d'USD¹. L'accord de financement a été signé et est entré en vigueur le 15 juillet 2020. La date d'achèvement du projet est fixée au 30 septembre 2026, et la date de clôture du prêt au 31 mars 2027. Le projet, dont le coût se chiffre au total à 150 millions d'USD, bénéficie d'un prêt du FIDA à des conditions ordinaires équivalant à 29,75 millions d'USD. Le financement de contrepartie fourni par le Gouvernement angolais s'élève à 10 millions d'USD, et la contribution des bénéficiaires à 6,5 millions d'USD. Les droits et taxes sont pris en charge par l'Emprunteur. Le projet est cofinancé par la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA) à hauteur de 40 millions d'USD et par l'Agence française de développement (AfD) à hauteur de 42 millions d'USD.

B. Description du projet initial

2. Le but général du projet est de contribuer à améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des communautés ciblées. Il met en avant l'importance de la sécurité alimentaire et nutritionnelle en tant que condition indispensable pour participer aux activités de développement. L'objectif du projet en matière de développement est d'augmenter la production et la résilience des ménages agricoles ciblés. L'équipe du projet s'y emploie en donnant davantage de moyens aux coopératives et aux associations, en créant des fermes-écoles et en soutenant le développement de l'agriculture et de l'élevage par des activités de renforcement des capacités et la construction d'infrastructures d'appui.
3. Les principaux effets directs par composante sont les suivants:
 - **Composante 1, Renforcement des capacités institutionnelles et infrastructure rurale:** i) renforcement des capacités institutionnelles pour la prestation de services visant à améliorer la sécurité alimentaire, la productivité et la résilience; ii) infrastructures rurales qui permettent de renforcer la résilience et d'améliorer la productivité et l'accès aux marchés.
 - **Composante 2, Renforcement de l'agriculture familiale et investissement dans ce secteur:** i) acquisition par les familles d'agriculteurs de compétences et de technologies permettant de renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle, la résilience et la productivité, et l'accès aux marchés; ii) accroissement de la rentabilité des activités agricoles et non agricoles génératrices de revenus, comme moyen d'améliorer l'accès à la nourriture.

II. Justification du financement additionnel

A. Raison d'être

4. Ce financement additionnel permettra de combler le déficit de financement de 21,75 millions d'USD et donc de ne pas modifier la conception initiale du projet. Cette demande de financement additionnel s'inscrit dans le cadre de la réallocation des fonds non utilisés au titre de la Onzième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA11). Le Projet de renforcement de la résilience des petits agriculteurs est une intervention opportune, étant donné que le pays s'attache à diversifier son

¹ Voir le document EB 2019/127/R.27.

économie axée sur le pétrole pour opérer une transition vers une croissance durable fondée sur l'agriculture et l'entrepreneuriat agricole.

5. Le projet est conçu pour remédier à certains problèmes majeurs qui entravent le développement agricole en Angola. Le nord et le sud du pays forment deux écosystèmes agricoles distincts et offrent deux ensembles de conditions socioéconomiques différents aux producteurs familiaux. Les grandes étendues des provinces du Nord se caractérisent par un relief vallonné et un système de culture fondé sur le manioc; le Sud, en revanche, est principalement constitué de basses terres, où prédomine un système agropastoral mixte. Si les conditions climatiques et pédologiques sont relativement favorables à la production agricole dans le Nord, les zones arides et semi-arides du Sud sont très vulnérables aux risques climatiques. De ce fait, les provinces méridionales dépendent de la production vivrière des autres régions de l'Angola.
6. L'amélioration de la production dans le Nord et la diversification des moyens d'existence dans le Sud apporteront des avantages aux deux régions. Leur interdépendance s'accroît du fait de l'évolution potentielle de l'aptitude aux cultures et des adaptations agroécologiques nécessaires. En outre, les petits agriculteurs des deux régions font face à une insécurité alimentaire et nutritionnelle, à une faible productivité agricole et à une vulnérabilité aux risques climatiques – risques certes plus importants dans le Sud que dans le Nord. Ces problèmes importants rencontrés dans le Nord et dans le Sud ont été traités au stade de la conception du projet, et les stratégies d'intervention issues de la théorie du changement commune tiennent compte des deux contextes différents.
7. Le projet tient également compte de la recommandation formulée lors de l'évaluation de la stratégie et du programme de pays en 2018, qui souligne la nécessité de faire du renforcement des capacités l'un des éléments essentiels de l'action du FIDA en Angola. Le projet vise donc à accroître les capacités individuelles et les capacités institutionnelles au niveau national, tout en renforçant la production agricole des petits exploitants et en favorisant la résilience dans les zones d'intervention.
8. Dans le Nord, le projet aide les producteurs familiaux à passer d'une agriculture principalement de subsistance à une agriculture semi-commerciale ou commerciale. Cette transition est favorisée par: i) le renforcement des capacités institutionnelles, en vue d'améliorer la prestation de services de conseil et d'autres services d'appui adaptés aux besoins et à la situation des agriculteurs familiaux; ii) la mise en place de fermes-écoles et d'autres approches de vulgarisation pour favoriser l'adoption de bonnes pratiques agricoles qui améliorent la gestion des sols et de l'eau et augmentent la productivité; iii) des formations axées sur la nutrition et l'alimentation saine; iv) le développement des compétences financières et la prestation d'une assistance technique pour l'élaboration de plans d'activité susceptibles d'être financés; v) des investissements dans les infrastructures rurales et l'octroi de dons de contrepartie.
9. Dans le Sud, le projet contribuera aux activités menées par les pouvoirs publics pour renforcer la résilience des ménages ruraux, conformément aux priorités stratégiques définies dans le cadre de relèvement après la sécheresse. Le plan de relèvement élaboré par le Gouvernement angolais met également l'accent sur la nécessité de s'attacher à: i) promouvoir des pratiques agricoles durables et des technologies agricoles adaptées aux conditions locales; ii) améliorer les systèmes d'information aux fins de la sécurité alimentaire et de la surveillance de la santé animale; iii) mettre en place des systèmes adéquats de gestion des parcours; iv) encourager la diversification des revenus. Le projet contribue à la plupart de ces domaines thématiques. Il jouera également un rôle proactif dans l'appui à l'adaptation des petits agriculteurs aux éventuelles conséquences néfastes à long terme des changements climatiques.

Aspects particuliers relatifs aux questions que le FIDA doit transversaliser en priorité

10. Conformément aux engagements en matière de transversalisation pris au titre de FIDA11, le projet a été validé comme:
 - incluant un financement climatique;
 - tenant compte des enjeux nutritionnels;
 - axé sur les jeunes.
11. **Genre.** En Angola, 23% des ménages agricoles sont dirigés par une femme. Les femmes représentent 70% de la main-d'œuvre de l'agriculture traditionnelle de subsistance, et 24% de celle de l'agriculture commerciale. Les droits des femmes au regard de la propriété ne sont pas égaux à ceux des hommes; leur droit à la propriété foncière dépend de leur situation matrimoniale.
12. **Jeunes.** Le taux de chômage des jeunes s'élève à 46%, alors que le taux de chômage global est de 24%. Les jeunes ruraux ont de grandes difficultés à trouver des emplois ou des moyens d'existence rentables. Un nombre important de ménages sont dirigés par une personne jeune.
13. **Nutrition.** Malgré certains progrès, la malnutrition reste un problème de santé publique: le taux de retard de croissance atteint 38%, et le taux de prévalence de l'anémie chez les enfants âgés de 6 à 59 mois est de 65%. La prévalence du retard de croissance est plus élevée parmi les populations rurales (46%) que parmi les populations urbaines (32%).
14. **Changements climatiques.** L'agriculture est devenue de plus en plus vulnérable aux changements climatiques et aux phénomènes météorologiques extrêmes, en particulier aux sécheresses (entre 2012 et 2016, par exemple) et aux inondations (en 2017) – notamment dans le Sud. Dans le Nord, les pluies extrêmement abondantes endommagent les cultures et ont des conséquences préjudiciables sur les conditions de vie. L'une des conséquences les plus notables est la réduction de la durée des saisons de croissance en raison des sécheresses (dans le Sud) et de l'arrivée tardive des pluies (dans le Nord), qui ont rejailli négativement sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

B. Description de la zone géographique et des groupes cibles

15. La zone d'intervention du projet couvre 35 municipalités dans sept provinces: Bengo, Zaire, Uíge et Cuanza Norte dans le Nord, et Benguela, Cunene et Namibe dans le Sud.
16. Le projet cible 218 000 ménages (un peu plus d'un million de personnes). Le principal groupe cible du projet se compose, dans le Nord, de ménages de petits agriculteurs à faible revenu qui sont membres de coopératives et d'associations et, dans le Sud, de fermes-écoles créées durant d'anciens projets de secours d'urgence et de relèvement. L'appui fourni vise à renforcer les fermes-écoles existantes pour permettre aux ménages bénéficiaires de sortir de la phase de relèvement pour entrer dans celle de la résilience à long terme et du développement durable.

C. Composantes, résultats et activités

17. Le projet comprend deux composantes techniques et une composante transversale:
18. **Composante 1: renforcement des capacités institutionnelles et infrastructure rurale.** Cette composante est axée sur le renforcement des capacités et l'appui aux investissements dans les infrastructures rurales, l'accès aux marchés et la gestion des terres aux fins de l'amélioration de la résilience face aux changements climatiques. Elle comprend deux sous-composantes. La première est consacrée au renforcement des capacités pour la prestation de services de

meilleure qualité aux agriculteurs familiaux. Les activités menées à cette fin renforcent les compétences: des spécialistes de la vulgarisation agricole dans les administrations provinciales et les municipalités; des ONG nationales qui appuient le développement de l'agriculture familiale; des groupes de producteurs. La deuxième est axée sur l'investissement dans des infrastructures rurales publiques résilientes face aux changements climatiques, en tant que moyen d'améliorer la résilience et l'accès aux marchés. L'objectif de cette sous-composante est d'appuyer la construction d'infrastructures rurales et l'aménagement du territoire en vue d'améliorer la résilience face aux changements climatiques et de favoriser de meilleures conditions de production et de commercialisation.

19. **Composante 2: renforcement de l'agriculture familiale et investissement dans ce secteur.** Cette composante est axée sur le renforcement des capacités des agriculteurs familiaux, principalement grâce aux fermes-écoles, et sur l'investissement à l'appui de la productivité agricole, de la création de valeur et de l'amélioration des moyens d'existence des populations rurales pauvres. Elle comprend: i) un renforcement des capacités dans le secteur de l'agriculture familiale, grâce à l'appui assuré par des agents publics de vulgarisation agricole et des ONG nationales; ii) des investissements dans l'agriculture familiale destinés à augmenter la productivité agricole, à favoriser la création de valeur, à relier les agriculteurs aux marchés, à accroître les revenus des agriculteurs et à améliorer les moyens d'existence.
20. **Composante 3: coordination et gestion du projet.** Cette composante s'attaque aux déficits de capacités institutionnelles en matière de gestion de projet, de financement et de passation de marchés. Les activités sont menées par l'intermédiaire: i) de l'unité d'exécution du projet; ii) de l'équipe de coordination unifiée; iii) du mécanisme d'exécution du portefeuille.
21. Les **résultats escomptés** du projet sont les suivants: i) renforcement des capacités institutionnelles pour la prestation de services visant à améliorer la sécurité alimentaire, la productivité et la résilience, de telle sorte que 125 000 agriculteurs déclarent avoir régulièrement recours à des services de conseil et d'appui; ii) infrastructures rurales qui permettent de renforcer la résilience et d'améliorer la productivité et l'accès aux marchés, de telle sorte que 40 000 ménages bénéficient d'un meilleur accès aux infrastructures hydriques, terrestres et routières; iii) acquisition par les familles d'agriculteurs de compétences et de technologies permettant de renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle, la résilience, la productivité et l'accès aux marchés, de telle sorte que 80 000 ménages (données ventilées par sexe) aient recours à des technologies et à des pratiques climato-résilientes; iv) accroissement de la rentabilité des activités agricoles et non agricoles génératrices de revenus, comme moyen d'améliorer l'accès à la nourriture, de telle sorte que 80 000 ménages déclarent une augmentation d'au moins 30% de la proportion de produits agricoles vendus sur le marché.

D. Coût, avantages et financement

Coût du projet

22. Le montant total de l'investissement et des dépenses récurrentes supplémentaires du projet pour le financement initial et le financement additionnel, y compris les provisions pour aléas d'exécution et pour aléas financiers, a été estimé à 150 millions d'USD. Le FIDA devait financer 51,5 millions d'USD sur ce total. Cependant, un financement initial de 29,76 millions d'USD a été approuvé au titre de FIDA11, ce qui a laissé un déficit de financement de 21,75 millions d'USD. À l'occasion de la deuxième réaffectation des fonds non utilisés au titre de FIDA11, le Gouvernement angolais a confirmé qu'il était nécessaire de combler le déficit de financement du projet.

23. Une fois le déficit de financement comblé, la composante 1 atteindra 10,9 millions d'USD (50,3% du coût additionnel). La composante 2 s'établira à 6,84 millions d'USD (31,5% du coût additionnel), et la composante 3 à 3,96 millions d'USD (18,2% du coût additionnel). Le tableau 1 donne la ventilation des financements initial et additionnel, et le tableau 2, la ventilation des coûts par composante et sous-composante pour le financement additionnel uniquement. Le tableau 3 présente les coûts additionnels du projet par catégorie de dépenses, et le tableau 4 résume les coûts totaux du projet (financements initial et additionnel) par composante et par année.
24. Le montant total du financement climatique accordé par le FIDA pour les financements initial et additionnel est estimé à 21,53 millions d'USD (49,5%). Ce montant se répartit comme suit: 14,8 millions d'USD (49,7%) pour le financement initial du Fonds et 6,7 millions d'USD (31%) pour le financement additionnel. Le financement additionnel sera associé à la même date de clôture et aux mêmes catégories de dépenses que le financement initial.

Tableau 1

Résumé du financement initial et du financement additionnel

(en milliers d'USD)

	<i>Financement initial*</i>	<i>Financement additionnel</i>	<i>Total</i>
Prêt du FIDA	29 755	21 745	51 500
BADEA	40 000		40 000
AfD	42 000		42 000
Bénéficiaires	6 500		6 500
Emprunteur	10 000		10 000
Déficit de financement initial	21 745	-	-
Total	150 000	21 745	150 000

* Voir le tableau 1 du document EB 2019/127/R.27 pour le détail de la répartition.

Tableau 2

Financement additionnel: coût du projet par composante (et sous-composante)

(en milliers d'USD)

<i>Composante/sous-composante</i>	<i>Prêt additionnel du FIDA</i>	
	<i>Montant</i>	<i>%</i>
A. Renforcement des capacités institutionnelles et infrastructure rurale		
1. Renforcement des capacités pour la prestation de services de meilleure qualité aux agriculteurs familiaux	6 063	28
2. Investissement dans les infrastructures rurales publiques	4 869	22
Sous-total	10 932	50
B. Renforcement de l'agriculture familiale et investissement dans ce secteur		
1. Renforcement des capacités dans le secteur de l'agriculture familiale	4 508	21
2. Investissement dans l'agriculture familiale	2 340	11
Sous-total	6 847	31
C. Coordination et gestion du projet		
1. Unité d'exécution du projet	2 608	12
2. Équipe de coordination unifiée – mécanisme d'exécution du portefeuille	1 358	6
Sous-total	3 966	18
Total	21 745	100

Tableau 3
Financement additionnel: coût du projet par catégorie de dépenses
(en milliers d'USD)

Catégorie de dépenses	Prêt additionnel du FIDA	
	Montant	%
1. Travaux	4 925	23
2. Don de contrepartie	3 457	16
3. Véhicules	496	2
4. Biens, services et intrants	3 072	14
5. Frais de consultants	1 962	9
6. Formation	2 907	13
7. Coûts de fonctionnement	779	4
8. Salaires, traitements et indemnités	4 147	19
Total	21 745	100

Tableau 4
Coût du projet par composante et par année du projet
(en milliers d'USD)

Composante/ sous-composante	Année 1		Année 2		Année 3		Année 4		Année 5		Année 6		Total	
	Montant	%	Montant	%										
A. Renforcement des capacités institutionnelles et infrastructure rurale														
1. Renforcement des capacités pour la prestation de services de meilleure qualité aux agriculteurs familiaux	6 251	30,7	6 723	21,0	6 451	19,7	2 189	7,8	805	3,6	832	5,6	23 251	15,5
2. Investissement dans les infrastructures rurales publiques	5 168	25,4	15 356	48,0	14 749	45,1	14 298	51,0	10 398	47,1	6 207	41,8	66 176	44,1
Sous-total	11 419	56,2	22 079	69,0	21 200	64,8	16 486	58,8	11 203	50,8	7 039	47,4	89 427	59,6
B. Renforcement de l'agriculture familiale et investissement dans ce secteur														
1. Renforcement des capacités dans le secteur de l'agriculture familiale	2 836	14,0	4 098	12,8	4 413	13,5	4 548	16,2	3 918	17,8	1 885	12,7	21 697	14,5
2. Investissement dans l'agriculture familiale	1 268	6,2	2 156	6,7	3 449	10,5	3 486	12,4	3 489	15,8	2 718	18,3	16 566	11,0
Sous-total	4 105	20,2	6 253	19,5	7 862	24,0	8 034	28,6	7 407	33,8	4 602	31,0	38 263	25,5
C. Coordination du projet														
1. Unité d'exécution du projet	3 354	16,5	2 424	7,6	2 555	7,8	2 512	9,0	2 456	11,1	2 699	18,2	16 001	10,7
2. Équipe de coordination unifiée – mécanisme d'exécution du portefeuille	1 437	7,1	1 235	3,9	1 121	3,4	1 022	3,6	996	4,5	498	3,4	6 310	4,2
Sous-total	4 792	23,6	3 660	11,4	3 676	11,2	3 534	12,6	3 452	15,6	3 197	21,5	22 311	14,9
Total	20 316	13,5	31 992	21,3	32 738	21,8	28 054	18,7	22 062	14,7	14 839	9,9	150 000	100,0

Stratégie et plan de financement et de cofinancement

25. La stratégie et le plan de cofinancement initiaux restent viables, avec un montant de 98,5 millions d'USD (65,7% du coût total du projet de 150 millions d'USD). Le Gouvernement angolais assumera les taxes, les droits et les contributions à l'infrastructure de vulgarisation pour un montant de 10 millions d'USD (environ 6,7% du coût total). L'estimation des droits et des taxes s'appuie sur les taux qui étaient en vigueur au moment de la conception du projet. Conformément au principe suivant lequel aucune taxe ni aucun droit ne doit être financé par les fonds provenant d'un prêt du FIDA, toute modification du taux des taxes ou des droits devra être prise en charge par le Gouvernement. Les bénéficiaires contribueront à hauteur de 6,5 millions d'USD (4,3% environ du coût du projet), principalement

sous la forme de contributions en nature. La BADEA apportera 40 millions d'USD (26,7%), et l'AfD, 42 millions d'USD (28%).

Décaissement

26. Le financement additionnel demandé sera soumis aux mêmes conditions de décaissement que le prêt initial. L'Institut de développement agricole (IDA) du Gouvernement angolais a ouvert un compte bancaire désigné à Luanda pour recevoir les fonds provenant du prêt. Deux comptes opérationnels, l'un libellé en kwanza angolais et l'autre en dollar des États-Unis, ont été ouverts dans une banque commerciale à Luanda. Un autre compte bancaire en kwanza, destiné à recevoir les fonds de contrepartie du Gouvernement, a été ouvert. Quatre comptes bancaires en kwanza (un par province) ont été ouverts pour gérer les dépenses au niveau local.

Résumé des avantages et analyse économique

27. Le projet doit: améliorer les moyens d'existence et la situation nutritionnelle de 218 000 ménages bénéficiaires; créer des emplois dans les exploitations agricoles et les organisations paysannes; stimuler la production agricole, l'élevage de bétail et les liens avec le marché. D'après les estimations, le taux de rentabilité économique interne (TREI) du projet devrait s'établir à 26%, et la valeur économique actuelle nette à 91,6 millions d'USD (avec un taux d'actualisation de 9,35%). Le projet devrait être très rentable d'un point de vue économique. L'analyse de sensibilité indique un degré élevé de résilience face aux augmentations de coûts et aux réductions des avantages. Le projet afficherait encore un TREI de 25,9% et de 25,5%, respectivement, en cas de réduction des avantages de 10% et de 20%.

Stratégie de sortie et durabilité

28. Les éléments qui contribuent à intégrer la durabilité dans le projet sont:
i) l'utilisation de fermes-écoles et d'autres approches de vulgarisation pour former un grand nombre de facilitateurs agricoles, qui continueront à fournir une assistance technique bien après l'achèvement du projet; ii) l'accent mis sur le développement des compétences et des qualifications des agents de vulgarisation et des prestataires de services; iii) le soutien aux investissements apporté aux petits exploitants et à leurs organisations pour accroître leur productivité, augmenter leurs revenus et améliorer leurs liens avec les négociants, les fournisseurs d'intrants et les transformateurs agroalimentaires; iv) le renforcement des capacités du personnel et des prestataires de services de soutien technique de l'IDA.
29. Les interventions du projet contribueront à la durabilité environnementale en renforçant la résilience et en améliorant la gestion communautaire des ressources naturelles.

III. Gestion des risques

A. Risques et mesures d'atténuation

30. Le risque global du projet est jugé important en raison de la faiblesse de la capacité d'exécution et de la capacité fiduciaire, du manque de capacités techniques et des conséquences environnementales et climatiques potentielles.
31. Le tableau 5 présente la synthèse des risques au regard de la matrice intégrée des risques de projet.

Tableau 5
Synthèse des risques

<i>Risques</i>	<i>Risque inhérent</i>	<i>Risque résiduel</i>
Contexte national	Substantiel	Modéré
Stratégies et politiques sectorielles	Substantiel	Modéré
Contexte environnemental et climatique	Élevé	Substantiel
Portée du projet	Substantiel	Modéré
Capacités institutionnelles d'exécution et durabilité	Élevé	Substantiel
Gestion financière du projet	Élevé	Substantiel
Passation des marchés au titre du projet	Substantiel	Modéré
Impact environnemental, social et climatique	Élevé	Modéré
Parties prenantes	Élevé	Substantiel
Risque global	Substantiel	Modéré

B. Catégorie environnementale et sociale

32. Le projet a été classé dans la catégorie environnementale et sociale B. Des informations détaillées concernant la réduction au minimum des effets environnementaux et sociaux négatifs potentiels et des risques climatiques sont données dans la note d'examen des Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique, qui figure en appendice au rapport de conception du projet initial. L'équipe du projet utilisera les procédures du FIDA pour le règlement des plaintes pour répondre aux éventuelles préoccupations quant à des manquements présumés aux politiques environnementales et sociales du Fonds ou aux obligations énoncées dans les PESEC.

C. Classement au regard des risques climatiques

33. Le risque climatique du projet est jugé élevé. Les cultures pluviales dans les provinces du Nord sont soumises aux importantes variations annuelles des précipitations, tandis que les provinces du Sud ont été gravement touchées par des sécheresses et des inondations. Dans les deux régions, les agriculteurs utilisent des méthodes de culture traditionnelles et ont peu conscience: des méthodes de conservation des sols et de l'eau; de la nécessité de remplacer les éléments nutritifs du sol; des implications de leur choix de variétés d'espèces cultivées; des systèmes d'irrigation; des autres technologies d'adaptation aux changements climatiques. Une analyse de la vulnérabilité aux aléas climatiques a été menée avec le financement initial pour éclairer l'élaboration des mesures d'adaptation aux changements climatiques du projet.

IV. Exécution

A. Respect des politiques du FIDA

34. **Aucun ajustement n'a été apporté au projet initial.** Le projet est conforme aux priorités nationales, notamment celles énoncées dans le Plan de développement du secteur agricole à moyen terme et le Plan national à long terme, où l'agriculture et le développement rural sont considérés comme des domaines prioritaires. Il contribuera à la réalisation de quatre objectifs de développement durable: pas de pauvreté (objectif 1), faim « zéro » (objectif 2), mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques (objectif 13) et vie terrestre (objectif 15).
35. **Correspondance avec le Cadre stratégique du FIDA 2016-2025 et le programme d'options stratégiques pour le pays.** Le projet contribuera directement à la réalisation des objectifs stratégiques suivants du FIDA: objectif stratégique n° 1 – renforcer les capacités productives des populations rurales pauvres; objectif stratégique n° 2 – accroître les avantages que les populations rurales pauvres tirent de leur intégration au marché; objectif stratégique n° 3 – renforcer la viabilité environnementale et accroître la résilience des activités

économiques des populations rurales pauvres face aux changements climatiques. Il est également en phase avec le programme d'options stratégiques pour l'Angola 2019-2024, qui appuie la transformation durable et inclusive de l'agriculture familiale en vue d'accroître les revenus, la sécurité alimentaire et la diversification des moyens d'existence des populations rurales pauvres. L'exécution du projet s'appuie sur les constatations issues de l'évaluation de la stratégie et du programme de pays sur la période 2005-2017.

36. L'un des aspects novateurs du projet réside dans la création d'une équipe de coordination unifiée chargée de synchroniser et de superviser le portefeuille d'investissements du FIDA exécuté par le Ministère de l'agriculture et de la pêche.

B. Cadre organisationnel

Gestion et coordination du projet

37. La demande de financement additionnel n'implique aucune modification dans la gestion du projet. Conformément à ce qui avait été prévu au stade de la conception, le Ministère de l'agriculture et de la pêche sera l'organisme principal du projet et travaillera en étroite collaboration avec d'autres ministères et partenaires compétents dont le mandat cadre avec les objectifs du projet. L'IDA sera responsable de l'administration et de la coordination générales du projet. Le Ministère de l'agriculture et de la pêche sera appuyé par un comité de coordination du projet qui assurera la supervision et qui sera présidé par le Ministre de l'agriculture (ou son représentant).

Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

38. La demande de financement additionnel n'a aucune incidence sur ces aspects. Conformément à ce qui avait été prévu au stade de la conception, l'IDA sera l'organisme d'exécution du projet. L'unité de gestion du projet sera intégrée à l'équipe de coordination unifiée créée par l'IDA à Luanda pour organiser la mise en œuvre de tous les projets du FIDA exécutés par le Ministère de l'agriculture et de la pêche. L'équipe de coordination unifiée est également responsable de la gestion fiduciaire globale de tous les projets financés par le FIDA pour lesquels le Ministère de l'agriculture et de la pêche fait office d'organisme d'exécution.
39. **Gestion financière.** Le financement additionnel sera administré par l'équipe chargée de la gestion financière du projet. Intégrée à l'équipe de coordination unifiée, elle se compose d'un spécialiste de la gestion financière, d'un expert des questions de financement et d'un comptable qui sont responsables des activités quotidiennes de comptabilité et de gestion financière du projet, pour les deux instruments de financement (initial et additionnel). Le financement additionnel n'entraînera pas la création de nouveaux postes. Les comptables des quatre unités provinciales d'exécution du projet s'occuperont également du financement additionnel.
40. Le plan de travail et budget annuel décrira l'ensemble des activités à mener et les dépenses correspondantes, qui seront énumérées par composante, catégorie, source de financement et calendrier d'exécution. Il comprendra également un plan de passation des marchés pour la période d'exécution concernée. Les informations budgétaires seront saisies dans le système comptable et accessibles à partir de celui-ci aux fins de l'enregistrement régulier des engagements et des paiements. Les règles comptables du projet sont conformes aux Normes comptables internationales pour le secteur public. Le plan comptable du projet permettra de recueillir les informations appropriées sur les sources de financement, les composantes, les sous-composantes, les catégories, les activités et les dépenses.
41. Le manuel de procédures de gestion financière utilisé par l'équipe de coordination unifiée s'appliquera également au financement additionnel, et une modification mineure sera apportée au plan comptable pour permettre d'établir des rapports distincts sur les deux instruments de financement. Les modalités prévues au stade

de la conception de projet restent applicables. L'équipe du projet utilisera les systèmes et procédures habituels de contrôle interne des pouvoirs publics, y compris ceux relatifs aux processus d'autorisation, d'enregistrement et de garde. Les exigences de contrôle spécifiques au projet seront énoncées dans le manuel de procédures de gestion financière. L'équipe de coordination unifiée achètera et installera un logiciel de comptabilité comprenant un module budgétaire. Le logiciel sera configuré pour permettre une connexion directe entre l'équipe de coordination unifiée et le personnel au niveau provincial. Les états financiers annuels seront établis selon la méthode de comptabilité de caisse des Normes comptables internationales pour le secteur public. L'équipe de coordination unifiée s'adjoindra les services d'un cabinet d'audit interne au moyen d'un appel d'offres. Ce cabinet fournira ses services à tous les projets en cours du FIDA exécutés par l'IDA. Comme le niveau de risque perçu est élevé, le projet devrait faire l'objet d'un audit interne au moins deux fois par an. L'auditeur interne fera rapport au comité directeur du projet. L'administration des contrats sera facilitée par le coordonnateur ou la coordonnatrice du projet.

42. **Audit externe.** Aucune modification par rapport aux dispositions initiales n'est prévue. Les états financiers du projet seront vérifiés par des cabinets d'audit privés indépendants répondant aux exigences du FIDA au regard des Normes internationales d'audit. La sélection de l'auditeur sera effectuée au moyen d'une procédure d'appel d'offres ouverte et concurrentielle. Le rapport de l'auditeur sera soumis au FIDA au plus tard six mois après la clôture de l'exercice de l'Emprunteur.
43. **Passation des marchés.** Les passations de marchés pour des biens, des travaux et des services seront effectuées selon les modalités prévues par les procédures nationales, dans la mesure où celles-ci sont conformes aux Directives du FIDA pour la passation des marchés relatifs aux projets. Les opérations de passation des marchés financées par le FIDA seront exonérées de tout droit et taxe.

C. Suivi-évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et communication stratégique

44. Aucune modification ne sera apportée aux dispositions initiales du projet. La planification des activités du projet sera un processus continu et participatif, coordonné par l'unité d'exécution du projet avec l'appui des bureaux provinciaux et municipaux du Sud et du Nord. Les plans de travail et budgets annuels consolidés des deux bureaux sous-régionaux serviront de base à la planification et à l'exécution.
45. Le système de suivi-évaluation fournira des informations sur les progrès accomplis et les résultats obtenus, qui pourront être utilisées pour suivre le développement agricole dans la zone d'intervention du projet et contribueront à une prise de décision efficace, ainsi qu'à l'établissement de rapports à l'intention du Gouvernement angolais et du FIDA.

Innovations et reproduction à plus grande échelle

46. Une attention particulière sera portée à la reproduction à plus grande échelle des activités efficaces. Ces activités comprennent l'approche des fermes-écoles dans le travail de vulgarisation et le concept d'agent de santé animale dans le cadre de l'amélioration de l'accès des éleveurs aux services vétérinaires dans les provinces du Sud.

D. Modifications qu'il est proposé d'apporter à l'accord de financement

47. Après l'approbation par le Conseil d'administration, on modifiera l'accord de financement du projet pour y intégrer les dispositions relatives aux activités proposées et au financement additionnel. Ce dernier permettra de combler le

déficit de financement et complétera le plan de financement convenu au stade de la conception.

V. Instruments et pouvoirs juridiques

48. Un accord de financement entre la République d'Angola et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'Emprunteur. L'accord de financement signé sera modifié après l'approbation du financement additionnel.
49. La République d'Angola est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
50. Je certifie que le financement additionnel proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

VI. Recommandation

51. Je recommande au Conseil d'administration d'approuver le financement additionnel proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République d'Angola un prêt à des conditions ordinaires d'un montant de vingt et un millions sept cent quarante-cinq mille dollars des États-Unis (21 745 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Gilbert F. Hougbo

Updated logical framework incorporating the additional financing

Results hierarchy	Indicators				Means of verification			Assumptions (A)/ Risks (R)
	Name	Baseline	Mid-term	End target	Source	Frequency	Responsibility	
Outreach	Number of beneficiaries reached (hh) (with women comprising at least 40% and youth 25%)	0	100,000	218,000	Reference studies and hh surveys.	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Baseline ▪ MTR ▪ End-line 	▪ PIU/ SCU	(A) Extreme climate change shocks do not occur
Goal: Contribute to improved household food and nutrition security of targeted communities	No. of HH reporting improved food security as measured by Food Insecurity Experience Scale (FIES) ⁶ , (data disaggregated by gender of household heads) and	0	42,000	152,600	Reference studies and hh surveys	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Baseline ▪ MTR ▪ End-line 	▪ PIU/ SCU	(A).Extreme climate change shocks do not occur
	No. of women of reproductive age reporting good dietary diversity (MDD-W) ⁷	TBD	25,000	61,000	Household surveys	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Baseline ▪ MTR ▪ End-line 	▪ PIU/ SCU	A).Extreme climate change shocks do not occur
Development objective: Increased productivity and resilience of targeted households	HH report a 30% increase in agriculture productivity for selected food crops	TBD	40,000	112,000	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Project M&E system ▪ Production and yields survey ▪ Specific technical and activity report. 	▪ Annual	▪ PIU/ SCU	A).Extreme climate change shocks do not occur
	No. of HH report a > 50% increase in resilience score ⁸ (data disaggregated by gender of household heads)	TBD	30,000	104,600	Specific technical and project activity reports	▪ Annual	▪ PIU/ SCU	(R).population increases may jeopardize sustainability of management systems
Outcome 1: Strengthened institutional capacity to deliver services to enhance food security, productivity and resilience	No. of family farmers reporting regular use of advisory and support services (disaggregated by gender and age)	0	40,000	125,000	Specific technical and project activity report	Annual	▪ PIU/ SCU	(R).GoA was unable to recruit the additional extension staff needed to ensure effective project delivery
	No. of family farmers reporting use of climate information services (disaggregated by gender and age)	0	20,000	49,000	Specific technical and project activity reports	Annual	▪ PIU/ SCU	
Outputs: 1.1 Technical, organizational and managerial competencies of advisory and support service staff improved	No. of government-employed staff participating in training programmes run by the project during the period under review. (disaggregated by gender)	TBD	1,500	3,000	Project M&E system	Annual	▪ PIU/ SCU	

Outcome 2: Rural infrastructure to build resilience and enhance productivity and market access	No. of households with improved access to water, land and road infrastructure	TBD	15,000	40,000	Project M&E system	Annual	▪ PIU/ SCU	A).Extreme climate change shocks do not occur
Outputs								
2.1 Identification, prioritization construction/ rehabilitation of feeder roads	No. of kilometer of rural roads constructed and/ or rehabilitated	0	200	510	Contractor reports	Bi-annual	▪ PIU/ SCU	
2.2 Land sustainably managed under climate resilient practices	No. of hectares under SLM (including rangelands)	TBD	10,000	21,000	Specific technical and project reports	▪ Annual	▪ PIU/ SCU	(A)Project resources are mobilised accordingly
2.3 Water infrastructure managed under climate resilient practices	No. of households reporting improved access to water resources for productive and domestic use (data disaggregated by gender of household heads)	TBD	10,000	30,000	Specific technical and project reports	Bi-annual	▪ PIU/ SCU	A).Extreme climate change shocks do not occur
Outcome 3: Farming families acquire skills and technologies for food and nutrition security, enhanced resilience/ productivity and market access	No. of HH applying climate resilient technologies and practices. (data disaggregated by gender)	TBD	30,000	80,000	Specific technical and project reports	Bi-annual	▪ PIU/ SCU	
Outputs:								
3.1 Family farmers, technical, organizational and managerial competencies Improved	No. of farmers reporting the use of knowledge acquired through FFS training (disaggregated by gender and age)	0	40,000	95,000	Specific technical and project activity reports	Bi annual	▪ PIU/ SCU	
Outcome 4Improved profitability of farm and non-farm income generating activities to improve access to food.	No. of HH reporting 30% increase in percentage of agriculture output sold in market	TBD	30000	80,000	Specific technical and project activity reports	▪ Annual	▪ PIU/ SCU	(R)Cultural factors could hinder the long-term uptake of GAP technologies
Outputs:								
4.1 Family farmers are investing in improved production and marketing	No of households reporting use of production inputs and or technological practices	TBD	45,000	120,000	Specific technical and project reports	Bi- annual	▪ PIU/ SCU	

Updated summary of the economic and financial analysis

Financial cash flow models

Several financial models were developed to determine the financial viability of SREP project. All enterprises used were found financially viable to be able to seek for additional funds. The table below summarizes the financial viability assessment for SREP.

Table A: SREP overall financial analysis

A)		Farm models' net incremental benefits (in 'AOA Million)						
		Bengo/ Zaire FFS only	Uige/ Cuanza FFS only	Bengo/ Zaire FFS +grants	Uige/ Cuanza FFS + grants	Farm type 1 - drier areas	Farm type 2 - smallholder in wetter areas	Off-farm
PY1		-256,282	-305,808	-329,369	-357,014	-135,029	-208,475	-5,618
PY2		-147,587	-155,470	-148,083	-132,641	-43,340	-75,731	-118,111
PY3		114,389	156,287	-60,862	8,858	-5,897	-21,428	-277,741
PY4		192,673	239,778	131,095	194,333	52,361	69,944	-299,926
PY5		232,026	278,581	162,248	200,509	74,670	112,069	-104,250
PY6		267,424	313,774	185,469	215,992	100,178	133,900	18,623
PY7		267,701	313,774	194,426	224,705	118,493	146,628	317,893
PY8		267,701	313,774	249,331	281,025	100,973	145,951	530,181
PY9		267,700	313,772	242,981	274,655	90,034	138,507	654,333
PY10		267,700	313,772	244,948	276,622	93,968	141,129	703,767
PY11		267,700	313,772	244,948	276,622	97,902	143,752	739,360
PY12		267,700	313,772	244,948	276,622	101,836	146,375	750,822
PY13		267,700	313,772	244,948	276,622	105,770	148,997	767,017
PY14		267,700	313,772	244,948	276,622	111,337	152,404	765,456
PY15		267,700	313,772	244,948	276,622	111,337	152,404	765,704
PY16		267,700	313,772	244,948	276,622	111,337	152,404	765,040
PY17		267,700	313,772	244,948	276,622	111,337	152,404	764,393
PY18		267,700	313,772	244,948	276,622	111,337	152,404	764,051
PY19		267,700	313,772	244,948	276,622	111,337	152,404	763,497
PY20		267,700	313,772	244,948	276,622	111,337	152,404	763,497
FIRR		40%	42%	25%	30%	30%	27%	33%
NPV (USD'000)		5,835	7,013	3,850	4,996	1,916	2,504	10,224
FIRR'000 (@ 9.35%)		1,364,777	1,640,522	900,493	1,168,715	448,058	585,720	2,391,594

Project costs and logframe targets

Table B provides overall project costs by components and beneficiaries. The total project costs have been estimated at US\$ 150.0 million over a six-year project implementation period. The cost per beneficiary has been estimated at US\$ 138 and cost per household has been estimated at US\$ 688. Adoption rate of the project is 65 per cent and it is estimated that up to 218,000 households will be impacted by the project implementation (equivalent to 1,090,000 beneficiaries). The following table summarizes the expected outcomes of the project interventions and indicators linked to Log frame targets.

Table B: Project costs and log-frame indicators

B)					
PROGRAMM					
TOTAL PROGRAMME COSTS (in million USD)				150	Base costs
Beneficiaries		1,090,000	people	218,000	Households
Cost per beneficiary		138	USD x person		688 USD x HH
A. Component 1: Institutional capacity building		89.4			
B. Component 2: Family Farmer Strengthening and		38.2			
C. Component 3: Programme Cordination		22.3			

Main assumptions and shadow prices

Table C provides data on the expected yield per hectare for the models used to estimate the project viability. It also summarizes some of the main input prices included in the models. All local costs were converted into their approximate economic values using a Standard Conversion Factor (SCF) of 0.85. The economic analyses include the investment and incremental recurrent costs of the project components. The project's financial costs

have been converted to economic values by removing price contingencies, taxes and duties. To avoid double counting, the final aggregation considered only those costs that were not included in the financial models.

Table C: Main assumptions and shadow prices

c)		MAIN ASSUMPTIONS & SHADOW PRICES			
FINANCIAL	Output	Yields (kg)	Price (AOA)		Input prices
	Maize	5,000	250		cassava stems recycled
	Beans	1,000	300		Fertilizer NPK12-24-12
	Cassava	9,360	25		Beans pesticide
ECONOMIC	Official Exchange rate (OER)	0.85		Discount rate (opportunity cost of capital)	
	Shadow Exchange rate (SER)			Social Discount rate	
	Standard Conversion Factor			Output conversion factor	
	Labour Conversion factor \3			Input Conversion factor Farm 3	

Beneficiary adoption rates and phasing

Beneficiary and household phasing has been derived as follows:

Table D: Beneficiaries and household phasing

d)		BENEFICIARIES AND PHASING						
		PY1	PY2	PY3	PY4	PY5	PY6	Total
FFS only	hh	12,825	30,391	30,600	31,500	30,000	12,500	147,816
Grants	hh	1500	3700	13000	13500	13599	9820	55,119
Off-farm								
No. of post harvest enterprises	hh	15	650	1400	1500	1300	1200	6,065
No. of service provider enterprises	hh	0	1200	2200	2000	1800	1800	9,000
Sub-total		15	1,850	3,600	3,500	3,100	3,000	15,065
TOTAL		14,340	35,941	47,200	48,500	46,699	25,320	218,000

Economic cash flow

The table below presents the net incremental benefit of the project. Net incremental costs include all project costs while avoiding double counting. The analysis shows that the project has the capacity to generate an Economic Rate of Return (ERR) of 26 per cent over a 20-year period of implementation. The base case Net Present Value (NPV) of the project's net benefit stream, discounted at 9.35 per cent, is US\$ 91.6 million (AoA 29.2 billion).

